



COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Samedi 28 février 1981

N° 106

PRIX : Antilles 2 F
France 3 F

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

Editorial

DIJOU : LA CAROTTE + LE
BATON = LE MÉPRIS

Monsieur Dijoud est de retour parmi nous. C'est, dit-il, probablement sa dernière visite. Il n'est pas sûr de se retrouver de nouveau ministre des colonies avec le prochain président Giscard ou Mitterrand.

En attendant, Dijoud continue de sévir. Et cette fois, il est apparu comme le porteur de « mesures sociales » concernant les vieux et l'alignement « prochain » (une fois de plus !) des allocations familiales sur celles de la France. Comme les élections approchent, Giscard avait réservé ces dernières mesures pour la dernière ligne droite avant l'ouverture de la campagne. Il est vrai que pour cette présidentielle-ci, les colonialistes n'ont pas grand chose à proposer puisque, après trente ans de départementalisation, ils ont fini péniblement par rattraper la plupart des inégalités en matière d'allocations, de lois sociales en vigueur en France etc., et que le peuple se rend compte que cela n'a rien changé de sérieux.

Alors, Dijoud a brandi quand même sa carotte. Mais étant donné la situation qui, dit-il, est calme, il brandit aussi le bâton.

« Les Français doivent être protégés... » « C'est le sol sacré de la patrie », « les Français doivent se sentir en sécurité ». Et pour que cela soit, eh bien, il est allé voir les troupes. Il leur a dit que la patrie comptait sur elles pour protéger « les Français » contre tous les dangers qui les menacent, contre ceux qui veulent « destablisser »...

Remarquons que le même Dijoud n'en disait pas moins quelques minutes avant : « tout est calme », « c'est plus calme qu'en Corse, qu'en Bretagne etc. »

Les terroristes ne sont qu'une minorité de « criminels » « qu'on trouvera bientôt ». Dijoud dit cela depuis plus d'un an et le GLA et d'autres gens mécontents de la population continuent d'exprimer leur ras-le-bol de la domination, du racisme et des privilèges des Blancs.

Dijoud a beau parler, cela ne changera rien. Loin de « se calmer », le mécontentement s'élargit. Il y a une multitude de conflits larvés dans toutes sortes de services publics ou d'entreprises privées où le racisme officiel, les discriminations favorisant les Blancs dans l'emploi et dans la qualification notamment, sont mises en évidence et dénoncées par les travailleurs noirs.

Il y a une extension évidente des « zones blanches », une multiplication des bars blancs, des résidences blanches. Ces quartiers, ces bars etc. sont surveillés par la gendarmerie et les CRS. Les rondes de nuit se multiplient. Et pour Dijoud, tout est calme, tout va très bien... ! Oui, tout va très bien jusqu'à ce que l'explosion de colère montre que le feu couvait sous cette apparence de calme. Les Blancs auraient bien tort de se fier à ce que déclare Dijoud, car c'est eux qui seront les victimes de l'optimisme officiel. Ce sont ces mêmes gens qui ont mordicus défendu l'Algérie française, assassiné un million d'Algériens, créé des souffrances immenses pour enfin reconnaître, après sept ans de guerre, de massacres et de destruction, le droit du peuple algérien à se diriger lui-même.

Suite page 4

CONFÉRENCE EUROPE-CARAÏBE : UNE RÉUNION DE COMMIS VOYAGEURS



A en croire l'expression de Maximin, les formules de Dijoud devaient être plus « ronflantes » que jamais

Du 23 au 25 février se tenait au Centre des Arts et de la Culture de Pointe-à-Pitre la première réunion Europe-Caraïbe.

En fait, les représentants de l'Europe, qui étaient les départements d'Outre-Mer, se retrouvaient en face de nombreux autres pays de la Caraïbe, indépendants.

La presse officielle qui a voulu donner à cette rencontre un écho important, la qualifiait aussi de « rencontre Inter-Caraïbe », sans doute pour diminuer le caractère choquant de cette rencontre entre les DOM « européens » et leurs voisins de la Caraïbe.

Les DOM étaient représentés par leurs préfets, fonctionnaires blancs venus de

7.000 km sous l'autorité du gouvernement colonialiste français et le ministre des DOM venu à la hâte de Paris pour clôturer les travaux. Aux côtés de ces messieurs, quelques « petits nègres » pour faire couleur locale. Pas des dirigeants, mais des porteurs de documents empressés, des managers zélés s'occupant de la bonne marche pratique de la réunion tandis que le grand chef blanc, Mailard, préfet de la Guadeloupe, recevait ses hôtes dirigeants des pays de la Caraïbe.

Alors bien sûr, une conférence entre les pays de la Caraïbe, c'est une chose très importante. Mais pour l'instant, les popula-

tions de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane ne sont pas représentées. Ce ne peut être les préfets qui représentent ni les intérêts, ni les aspirations de la population des Antilles. Ils sont avant tout les représentants d'un gouvernement colonial qui a toujours, bien au contraire, cherché à couper les liens entre les populations de la Guadeloupe et de la Martinique et les autres pays de la Caraïbe dans le but de les faire dépendre plus fortement de la France. Ces gens-là, les colonisateurs, quand ils ont commencé à parler des pays de la Caraïbe, cela a été pour brandir leur misère et la situation parfois désastreuse dans laquelle les ont laissés les puissances colonisatrices, comme un repoussoir afin de décourager les aspirations anti-colonialistes dans la population des Antilles dites « françaises ».

Alors, si aujourd'hui le gouvernement colonialiste français pense qu'il est avantageux d'établir des contacts avec la Caraïbe, c'est bien uniquement pour une affaire de gros sous, et dans ces échanges, les populations ne trouveront que bien peu d'intérêt.

Oui, les populations de Guadeloupe, Martinique et Guyane, débarrassées du colonialisme, auront à établir des liens avec les populations de tous les pays, en particulier avec celles de la Caraïbe. Représentées par des hommes dignes qu'elles auront choisis en leur sein, et non pas par des commis-voyageurs en quête uniquement d'investissements juteux ou de bénéfices commerciaux, les populations des Antilles auront des liens infiniment plus riches, plus fraternels, à développer entre elles.

Alors, à n'en pas douter, les échanges qui en naîtront seront fructueux et correspondront à leurs intérêts.

Marianne TIBUS

ESPAGNE : UNE TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT, UN COUP DE SEMONCE

Dans la nuit du lundi 23 février, des militaires de la Garde Civile conduits par un lieutenant-colonel, envahissaient les Cortès - le parlement espagnol. Cette tentative de coup d'état échouait car l'armée dans sa grande majorité se ralliait à l'appel lancé par le roi Juan Carlos de lui rester fidèle et de respecter « le processus démocratique » en cours.

Cette tentative de coup d'état a fait l'effet d'une bombe ; et chacun avait en mémoire le passé de l'Espagne et les événements qui de 1936 à 1939 opposèrent dans une farouche guerre civile les militaires insurgés dirigés par Franco aux républicains dont le camp était alors constitué par les partis de gauche communistes, socialistes et anarchistes. C'est à la suite de cette guerre que Franco devait exercer une dictature militaire de plus de trente ans sur l'Espagne.

Après sa mort a commencé ce qu'on

appelle « le processus démocratique » qui a vu revenir sur le trône Juan Carlos et a conduit à l'adoption d'une constitution. Des élections démocratiques ont été organisées et les partis de gauche communiste et socialiste reconnus.

Depuis quatre ans c'est M. Adolfo Suarez qui dirigeait le gouvernement, appuyé par une formation politique de droite appelée Union Centriste Démocratique. Aujourd'hui l'Espagne vit dans un climat de crise politique depuis que M. Suarez a décidé de démissionner. Sa démission vient à la suite de l'opposition, apparue au sein de son propre parti et dans toute la droite et les milieux ecclésiastiques, à son projet de loi instituant le divorce par consentement mutuel et à un projet de contrôle de l'éducation. Ce projet enlèverait aux religieux catholiques l'influence toute puissante qu'ils ont sur l'enseignement en Espagne.

La crise est aussi aggravée par les problèmes du pays basque où l'ETA militaire continue de se battre et ne reconnaît pas la forme d'autonomie limitée offerte par le pouvoir central. Les attentats terroristes continuent. Plusieurs consuls ont été enlevés ces jours derniers et l'ETA réclame que la presse publie des témoignages sur l'existence de la torture dans les prisons.

L'armée espagnole ne cache pas qu'elle souhaite un durcissement du régime. Le mercredi 7 février un général, ancien vice-président du gouvernement, déclarait : « les militaires ne peuvent pas rester impassibles devant le chaos ». « Les partis politiques ne représentent pas le peuple » ou encore : « Il faut sauver l'Espagne comme elle a été sauvée en d'autres occasions identiques ».

La tentative de coup d'état prouve en tout cas que certains militaires avaient entendu

Suite page 2

AFFAIRE WILLIAM :

GRÈVE ET MANIFESTATION DE SOUTIEN

S'associant au SGEF, seul syndicat enseignant qui jusqu'ici avait mené des actions pour la réintégration de William, le SIPAG et le SGEN UIG-CFDT participèrent à la grève du 23 février. L'UGTG (Union Générale des Travailleurs Guadeloupéens) a également participé à cette journée de grève.

Cette grève, bien que n'ayant pas été largement suivie dans l'enseignement a mobilisé un plus grand nombre de personnes que celle du 12 février.

Une action de sensibilisation fut organisée sur les routes. Dès 6 h 30, des manifestants arrêtaient la circulation au carrefour de Destrellan, à Morne-à-l'eau et à Sainte-Rose.

À Destrellan, le barrage fut spectaculaire car la circulation est intense à pareille heure en direction de Pointe-à-Pitre et en direction de Basse-Terre et de Sainte-Rose. Plusieurs centaines de voitures furent arrêtées. Il y avait des bouchons de plusieurs kilomètres entre Pointe-à-Pitre et différentes communes.

Nombreux sont ceux qui quittèrent leur voiture et parcoururent plusieurs centaines de mètres à pied pour aller soutenir les manifestants.

Malgré un déploiement important des forces armées, les manifestants ne reculèrent pas et bloquèrent la circulation jusqu'à 9 h.

La manifestation qui suivit dans les rues de Pointe-à-Pitre rassembla près de 700 personnes. Là aussi de nombreux carrefours

furent bloqués. De nombreux jeunes lycéens et des étudiants donnèrent à la manifestation un caractère dynamique. Aux enseignants s'étaient joints aussi des travailleurs. « Nou vlé travail en péyi en nou » « ba William travay » « Chaudet racis ». Tels étaient les slogans qui étaient repris.



POSITION DE COMBAT OUVRIER (tract diffusé dans les entreprises en Guadeloupe)

LA LUTTE DES ENSEIGNANTS POUR LE RESPECT DE LEUR DIGNITÉ, C'EST AUSSI L'AFFAIRE DES TRAVAILLEURS

Le mouvement pour la réintégration de Mademoiselle William se poursuit.

Cette enseignante a été radiée de l'Éducation Nationale sur la foi de deux rapports et de mauvaises notes provenant de deux responsables de l'enseignement en Guadeloupe : M. Agastin, principal du collège du Moule et M. Louis, inspecteur.

Le premier a rédigé un rapport disciplinaire sur Melle William et lui a de surcroît infligé une très mauvaise note administrative, le deuxième a expédié un mauvais rapport d'inspection au recteur Antilles-Guyane. Après cela, le recteur Chaudet a pris prétexte de « l'incompétence » de cette enseignante pour la radier purement et simplement. Or il s'avère que William avait déjà reçu de très bonnes notes de ses précédents chefs d'établissement et avait passé avec succès son C.A.P....

En réalité si les responsables de l'enseignement s'en sont pris aussi sévèrement à Melle William, c'est par mesure de répression, car cette enseignante avait refusé en 1977 de céder son poste à une enseignante blanche. Et cela, ils ne le lui ont pas pardonné. Voilà la véritable raison des sanctions infligées à cette enseignante. Elle n'est pas assez « souple », elle ne courbe pas l'échine devant l'administration.

Après sa radiation, William décida d'occuper d'office un poste vacant à Anse-Bertrand et c'est cela qui motiva la décision de Chaudet, le recteur, de fermer l'établissement et de

traduire cette enseignante au tribunal des « référés ». De plus, Chaudet a suspendu trois autres enseignants du collège d'Anse-Bertrand qui ont soutenu William dans son action.

Depuis plus de dix jours, des actions de protestation et de soutien sont menées par un certain nombre d'enseignants et par certains syndicats de l'enseignement. Depuis jeudi une grève a lieu dans certains établissements mais seule une minorité d'enseignants y a participé. Lundi, à l'appel du SGEF, du SGEN-UIG-CFDT et de comités de soutien créés dans certains établissements, la grève doit se poursuivre. D'autres syndicats de travailleurs comme l'UGTG appellent aussi à la grève de solidarité avec William.

Cette lutte menée par les enseignants contre l'arbitraire d'un recteur blanc raciste et méprisant est une lutte pour la dignité. Elle nous concerne aussi, nous travailleurs. Et même si les enseignants qui se battent aux côtés de William sont pour l'instant une minorité, nous avons intérêt à être solidaires de leur combat.

Devraient-ils accepter sans broncher que des chefs blancs venus de 7 000 km fassent ainsi la pluie et le beau temps ? Devraient-ils accepter sans broncher d'être commandés par des bœni-oui-oui, « neg a blan », comme Agastin ?

Ceux qui refusent de soutenir la lutte de William ne sont pas du bon côté des choses. Ce sont ceux qui protestent et qui se battent

AGIR SANS TENIR COMPTE DES DIRECTIONS PASSIVES ET TIMORÉES

L'administration rectorale a suspendu trois enseignants d'Anse-Bertrand qui ont soutenu Melle William. Ces trois enseignants doivent passer devant un conseil de discipline. William est menacée d'être expulsée de force du poste qu'elle occupe à l'Anse-Bertrand. Elle est poursuivie devant les tri-

bunaux sur plainte du recteur Chaudet.

Face à cette répression arbitraire qui touche des enseignants, certains syndicats enseignants ont refusé de prendre position et d'agir. Le SNI et le SNES n'ont pas appelé leurs adhérents à participer aux différentes actions qui ont été organisées par le SGEF dont quatre militants sont frappés par la répression.

Les directions du SNI et du SNES (syndicats majoritaires dans l'enseignement) ont contribué à isoler les actions du SGEF. Mais le SNES lui, a même dénigré publiquement ces actions, cherchant à opposer ainsi une large fraction des enseignants à une lutte juste.

Quant aux directions syndicales ouvrières, la plupart d'entre elles sont restées passives. Seule l'UGTG a participé à la journée de grève du 23. La CGTG a pris position en affirmant son soutien mais n'a pas participé activement au mouvement.

Ces directions syndicales qui se taisent ou qui ne soutiennent pas réellement trahissent les aspirations de lutte de ceux qui sont dans leurs rangs. De nombreux enseignants, syndiqués au SNES ou au SNI reconnaissent la juste revendication de William et se sentent concernés car ils ne sont pas à l'abri du chômage et de la répression rectorale. Combien d'entre eux ont déclaré qu'ils étaient prêts à faire grève si leurs directions syndicales prenaient position ! Plusieurs enseignants d'ailleurs ont réagi spontanément sans tenir compte de la passivité de leurs dirigeants syndicaux et ont participé aux actions engagées.

Les directions syndicales n'engagent aucune riposte générale contre toutes ces atteintes à l'emploi, à la liberté syndicale et au respect de la dignité. Elles isolent les luttes des travailleurs et démoralisent les plus combattifs.

L'affaire William a prouvé qu'il existe dans l'éducation des enseignants qui veulent se battre et qui en ont assez du mépris d'un recteur raciste qui veut mettre tout le monde au pas et qui s'attaque aux droits syndicaux. Les travailleurs qui ont soutenu cette enseignante activement se sont montrés solidaires d'une lutte qui les concerne aussi.

Les enseignants du SNI, du SNES laisseront-ils leurs dirigeants syndicaux cautionner l'administration rectorale qui les méprise et qui est prête à les radier sous le moindre prétexte (raisons de santé ou soi-disant incompétence...)?

L'affaire William n'est pas une affaire corporatiste, purement enseignante. C'est un cas typique illustrant parfaitement les agissements du pouvoir blanc. C'est un cas qui montre bien ce qu'est le racisme officiel. Contre cela une action large, énergique était nécessaire. Elle est restée limitée par la volonté des directions des « grandes » centrales syndicales.

Mais il y a eu quand même une action organisée !

Si ces directions syndicales timorées et passives continuent de ne pas tenir compte des aspirations de lutte de leur base, elles verront une fraction de plus en plus large de celle-ci prendre des initiatives sans elles.

Le 23 février 1981

POLOGNE : POURQUOI LE CHOIX D'UN GÉNÉRAL A LA TÊTE DU GOUVERNEMENT ?

Après ces déclarations alarmistes du chef de l'État Kania sur le chaos économique dans lequel se trouvait la Pologne, le premier geste du général Jarzelski, nouveau premier ministre a été de demander aux dirigeants syndicaux une trêve de trois mois.

Cette trêve, les dirigeants syndicaux de « Solidarité » l'ont acceptée. Lech Walesa a officiellement appelé les travailleurs à ne déclencher aucun mouvement pour permettre au gouvernement, a-t-il dit, de donner satisfaction aux revendications des travailleurs après avoir redressé quelque peu l'économie du pays. C'est aussi le langage qu'avait tenu le général en faisant son appel.

Mais il existe d'autres aspects qui, eux, ne sont sans doute pas exprimés à haute voix par l'une et l'autre partie.

À quelques jours de l'ouverture du 26ème Congrès du PC soviétique auquel assisteront tous les dirigeants des partis du camp soviétique, les pressions venant de Moscou se font certainement de plus en plus vives et les menaces d'intervention aussi.

Dans un tel climat, il n'est pas impossible que la venue d'un dirigeant militaire au gouvernement polonais soit bien manifeste de la volonté de ce gouvernement de reprendre en main la situation, sans toutefois brutaliser les choses. Mais c'est aussi peut-être une manière pour lui de s'affirmer face à la pression de Moscou et aux menaces voilées ou pas d'intervention militaire.

Jarzelski est en meilleure position pour dire fermement au gouvernement soviétique : « nous avons la situation bien en main. Nous vous demandons de ne pas vous mêler de nos affaires ». Une telle position correspondrait d'ailleurs à l'existence d'un courant nationaliste en Pologne exprimée par une partie de la population. Cette fraction pourrait pendant un temps voir en Jarzelski, un rempart les protégeant contre une intervention armée soviétique éventuelle.

L'armée polonaise elle-même qui recrute en majorité dans les couches paysannes n'est probablement pas restée insensible aux manifestations de paysans ces jours derniers ; il n'est pas possible qu'elle aussi ne soit pas forcément favorable à une intervention soviétique qui écraserait non seulement le mouvement ouvrier polonais mais aussi le mouvement paysan et l'ensemble de la population.

Le général Jarzelski à la tête du gouvernement polonais peut donc avoir le rôle de contenir les mouvements de contestation en garantissant en retour une certaine sécurité. C'est une position d'équilibre qui peut aussi être rompue... elle est fragile... Une nouvelle poussée ouvrière peut y mettre fin. Un refus de Moscou de laisser la Pologne prendre trop de distances vis-à-vis de lui, aussi.

Marianne TIBUS

ESPAGNE (Suite de la page 1)

l'appel. Ils sont restés isolés, mais rien ne prouve que les sentiments du colonel Tejero ne soient pas partagés par une grande partie de ces officiers dont beaucoup cultivent la tradition franquiste. Les égards dont le pouvoir a fait preuve envers Tejero montrent que celui-ci tient le plus grand compte des militaires ; et c'est en chef militaire que Juan Carlos est apparu pour demander aux militaires de le suivre et de ne pas se joindre au putsch raté.

Pour toute l'Espagne, Juan Carlos sort grandi de la situation. Il est le « sauveur » de la « démocratie », le rempart. Pour une partie de la population, il apparaît comme celui qui peut avoir en main l'armée. Et pour d'autres, pour l'armée et pour la bourgeoisie, celui qui peut seul obtenir sinon le soutien ou vert du moins la collaboration ou le consensus des partis ouvriers. Tous ceux-ci, du PC aux socialistes, n'ont-ils pas dès le début soutenu loyalement le « processus démocratique » et cherché par tous les moyens à offrir leurs services à la monarchie ?

Aujourd'hui, la crise économique internationale a des effets très graves en Espagne : inflation très forte, chômage, difficultés d'exportation etc. Le mécontentement des travailleurs s'aggrave. Les grèves se multiplient.

La bourgeoisie n'a pas encore adopté une solution dure à la crise, mais elle ne tardera pas à vouloir mettre au pas la classe ouvrière.

Le parti bourgeois de l'UCD est déconsidéré au moins en partie et ne semble pas à la hauteur de la situation. Le coup d'état raté a en tout cas montré que l'homme fort auquel certains aspirent se trouvait peut-être en place déjà en la personne de Juan Carlos ou qu'en tout cas il pouvait en faire fonction jusqu'à nouvel ordre, bénéficiant de l'appui de l'armée et d'un relatif consensus de la gauche.

Les travailleurs eux ne peuvent évidemment être satisfaits d'un tel déroulement des événements.

La situation de l'Espagne les met en présence d'une nécessité : celle de faire surgir très vite de leurs rangs une organisation qui prendra la tête de leurs luttes. Car les partis ouvriers montrent clairement qu'ils ne défendent pas les intérêts de la classe ouvrière mais monnaient leur influence dans cette classe pour jouer un rôle au niveau du pouvoir. Une telle politique, si elle était admise par la classe ouvrière, conduirait tout droit à laisser le champ libre au renforcement de la droite et à l'exercice de plus en plus direct du pouvoir par les militaires, par Juan Carlos interposé ou pas. Et un tel régime commencerait inévitablement par mettre au pas la classe ouvrière espagnole, retrouvant ainsi les pires traditions du franquisme.

Une fois de plus en Europe un coup de semonce a été donné, en Espagne, l'un des maillons faibles de l'Europe capitaliste...

AFFAIRE NICKY : QUAND LA GAUCHE DEMANDE PROTECTION A L'ARMÉE COLONIALE

C'est avec un bel ensemble que la presse anti-colonialiste a pris parti lors de l'affaire Nicky. Du *Naïf* à *Justice* en passant par *Le Progressiste* et le Groupe Révolution Socialiste, il y avait beau temps qu'une telle unanimité ne s'était dégagée dans la presse de gauche sur une affaire intéressant la population martiniquaise. En effet, face à l'affaire Nicky, la presse de gauche a eu une double réaction. Elle a réclamé d'une part que les forces de la gendarmerie et de l'armée « fassent leur travail » et d'autre part elle a désapprouvé le fait que des civils aient participé aux battues et se soient armés à ce moment-là.

Rappelons l'affaire ! Un repris de justice originaire de Saint-Vincent était accusé du rapt de deux personnes. Le même personnage, surnommé Nicky, était par ailleurs recherché pour meurtre, violences et rapt. Une vague d'indignation, encore sensible bien que Nicky ait été repris depuis lors, avait traversé la population des environs de Saint-Pierre, au point que plusieurs dizaines de civils s'étaient armés et avaient participé aux recherches. Et on peut mettre à leur actif le fait que la petite Catherine, l'une des disparues, ait été retrouvée.

Le rôle des gendarmes est-il de protéger la population ?

C'est ce que dit crûment *Le Naïf*, dans son numéro 313 : « *Quelle doit être leur mission (les gendarmes) ? Elle est claire. Ils doivent capturer Nicky et le mettre à la disposition de la justice.* »

Le Progressiste embouche la même trompette : « *Loin de rassurer les honnêtes gens en leur montrant qu'ils sont efficacement protégés, l'administration coloniale leur a au contraire donné de sérieux motifs d'inquiétude* » (*Progressiste* numéro 884). *Justice* de son côté publie un tract de sa section du Morne-Rouge où il est écrit que « ... rechercher arme au poing les malfaiteurs. C'est là la mission de la Police et de la Gendarmerie. Ces messieurs sont grassement payés pour cela ».

Voilà donc la gauche anti-colonialiste remettant en substance la protection de la population entre les mains des gendarmes, militaires et autres gardes mobiles !

Or c'est oublier, c'est cacher le rôle réel des forces de l'ordre colonialiste. L'utilité de ces messieurs ne réside pas dans la protection

des biens et des personnes, des citoyens. Bien au contraire ! L'utilité des forces coloniales comme tout appareil de répression étatique est de protéger les intérêts des classes dominantes et pour cela de s'attaquer aux pauvres.

Les gardes mobiles ont été envoyés en Martinique pour protéger les intérêts des Blancs et des riches et non pour pourchasser un Nicky. Monsieur Albarède, Procureur de la République, qui dirigeait pratiquement les opérations, si comédien à la radio et à la télévision ces derniers temps, a déjà plus sévi contre les « violents » de l'extrême-gauche (de Beaujour à Marie-Jeanne en passant par Pago, Chauvet, Geryl et plus d'une dizaine d'autres anti-colonialistes) que contre Nicky...

Non en réalité un Nicky, un Périan, arrêté lui aussi ces jours derniers, servent tout juste de paravent à l'activité répressive réelle de l'administration blanche. Arrêter un assassin, un voleur, quelques fumeurs de marijuana et les condamner sévèrement, cela permet au pouvoir blanc de faire croire qu'il protège la population et joue un rôle favorable pour elle. Mais son rôle réel est de se préparer à la guerre contre les Noirs pauvres !

Et tous ceux qui ont supplié les gendarmes blancs de faire « leur » travail commettent en réalité une trahison contre la population.

La revue *Action*, organe politique du PCM peut bien publier dans son numéro 3 un long article contre les forces de répression coloniale, où tout est examiné en détail : implantation, puissance, rôle etc., ça n'empêche pas le PCM, à la première occasion, de préférer confier la sécurité publique à ces mêmes forces de répression plutôt qu'à la population !

Et il y a eu un concert de déclarations lamentables :

Le PCM appelle la population à exiger que les autorités « assurent la protection permanente des habitants des quartiers voisins de la montagne ».

Jean Elie, conseiller général de l'Ajoupa-Bouillon et membre du GRS, a demandé selon *Le Naïf* la raison qui faisait que ce n'était pas la police judiciaire qui s'occupait d'une pareille affaire.

Peut-être le militant du GRS faisait bien plus confiance aux flics martiniquais qu'aux gendarmes français pour arrêter Nicky. Là aussi, le GRS préfère remplacer l'action des « troupes françaises » par celle de nos « bons » flics ! Quant à l'action propre de la

population civile pour sa propre protection, ce n'est même pas envisagé !

Refuser les civils armés... mais soutenir l'armée coloniale

Mais là où se fait voir la plus touchante unanimité, dans la presse de gauche, c'est dans la critique des civils qui se sont armés pour retrouver les deux personnes enlevées par Nicky. Citons pêle-mêle :

Justice : « *Ce n'est pas le rôle de la population de rechercher, arme au poing, des malfaiteurs.* »

Le Progressiste : « *Les civils ne peuvent avoir qu'un rôle : servir de guides. Rien de plus.* » Ou encore « *Il faut assurément arrêter ce malfaiteur mais cette tâche incombe aux forces de police et de gendarmerie, pas aux simples citoyens.* »

Le Naïf : « *... de quel droit ces civils tirent-ils sur un homme ?* »

Le FLCR : « *Mais ce qui est inadmissible, c'est l'appel fait aux civils armés* » et le communiqué ajoute : « *On est sur la voie de constituer des bandes armées, des forces supplétives.* »

Oui, tous ont été contre le fait que des civils s'arment contre Nicky. Tous ont manifesté la même confiance envers les forces de répression coloniale, soit en les réclamant ouvertement, soit en leur donnant des conseils...

Eh bien nous ne sommes pas de ce bord là. Nous ne faisons aucune confiance au pouvoir blanc, ni à ses gendarmes, ni à son procureur, ni à ses juges, ni à ses lois pour protéger la population. C'est pourquoi nous pensons que la population n'a pas eu tort, ni de participer aux recherches ni de s'armer.

Seulement nous disons aussi : il y a d'autres sujets d'insécurité que Nicky. Il y a d'autres motifs de s'armer que de s'en prendre à un assassin. Le pouvoir blanc a infiniment plus de sang sur les mains que Nicky. C'est contre lui qu'il faut se retourner.

Car demain, les Noirs pauvres, la population laborieuse aura à défendre sa sécurité, son droit à vivre et à travailler ici, aux Antilles, malgré le pouvoir blanc, malgré gendarmes, préfets et justice. Les Noirs pauvres auront à savoir que s'armer pour se défendre est légitime : Saint-Pierre leur servira d'exemple !

Jacques Bruel

LES BASSES PRATIQUES DU PCF DANS SA COURSE AUX VOIX

Depuis quelques semaines, le PCF agit tous azimuts pour essayer de se faire passer pour un parti radical : intervention bruyante de militants au milieu d'une émission d'Antenne 2, campagne spectaculaire contre la drogue... Et faisant feu de tout bois, il n'hésite pas à utiliser les bois les plus pourris, tels ceux faisant intervenir le racisme, le chauvinisme, la haine contre les travailleurs immigrés en France. C'est ainsi qu'à Montigny, petite ville de banlieue, le maire communiste, soutenu par les plus hautes instances du PCF, a déclenché une campagne contre une famille marocaine qu'il accusa de propager de la drogue. La presse du PCF a repris cette campagne et le parti a tenté de mobiliser la population contre cette famille marocaine.

Certes, ce ne serait pas à nous, révolutionnaires, de reprocher au PCF de mobiliser la population sur une question la concernant. La presse bourgeoise, si tolérante généralement pour les abus des puissants, se fait forte de s'indigner aujourd'hui lorsqu'il s'agit de dénoncer le Parti Communiste. Nous ne reprocherons pas non plus au PCF de s'attaquer à ce poison qu'est la drogue. Le problème n'est pas là.

Il apparaît évident que le choix du PCF de s'attaquer justement à une famille marocaine n'est pas innocent. N'oublions pas que l'affaire de Montigny arrive après une série de déclarations ultra chauvines du PCF. Elle vient surtout après l'attaque au bulldozer contre un foyer habité par des travailleurs immigrés à Vitry, municipalité communiste, attaque qui a reçu, elle aussi, le soutien de tout l'appareil du Parti Communiste. Et puis, si le PCF avait voulu s'en tenir à une attaque contre la drogue et mobiliser la population à ce propos, il aurait pu choisir un gros bonnet de la drogue, pas une famille marocaine.

Mais manifestement, le PCF a voulu l'équivoque. Il a volontairement lié immigrés et drogue dans la tête de toute une série de personnes. Oui, le PCF mise sur les préjugés les plus bas, il essaie de se servir du sentiment anti-immigrés. Or ces préjugés auxquels le PCF fait appel peuvent trouver un écho dans la population où malheureusement, les préjugés racistes existent, et même la classe la plus exploitée n'en est pas exempte. Alors le PCF trouvera probablement des échos à la campagne qu'il mène et peut-être même récoltera-t-il des avantages électoraux.

Alors voilà comment un parti qui ose se dire communiste fait campagne pour les élections : en travaillant à renforcer les préjugés anti-immigrés, en faisant croire, dans la tête de certains, l'idée que si cela va mal, c'est de la faute des immigrés, et en détournant les travailleurs de ceux qui sont leurs véritables ennemis, les véritables responsables de la crise. Cette politique est d'autant plus choquante que les préjugés racistes à long terme ne peuvent que se retourner contre le PCF. Car les vrais racistes, ceux qui en font profession, à l'extrême-droite, ne sauront nul gré au PCF de se retrouver à côté d'eux aujourd'hui contre les immigrés : ces gens-là ne se gêneront pas pour s'attaquer demain au PCF. Et il n'y a pas là de quoi se réjouir car de telles attaques s'exerceront contre toute la classe ouvrière. Ainsi, à plus ou moins long terme, la politique actuelle du PCF sert les intérêts des fascistes. Ces gens du PCF usent fausement du mot communiste qu'ils salissent. Et nous devons le répéter, ils n'ont rien à voir avec le véritable communisme, celui pour lequel tous les travailleurs ont les mêmes droits.

Routière-Colas (Guadeloupe) : NON À LA DISCRIMINATION RACIALE !

Le mécontentement gronde à la Société Routière Colas, à Jarry. Déjà les 26 et 27 janvier, les travailleurs ont fait une grève d'avertissement de 48 heures. Le sujet principal de ce mécontentement est la discrimination de caractère raciste entre les cadres blancs et les Noirs, en particulier les employés et les mensuels, désignés sous le nom d'ETAM (Employés, Techniciens et Agents de Maîtrise).

Les travailleurs exigent en particulier que les « ETAM » bénéficient des mêmes avantages qu'un chef de chantier blanc, Gouy. Le cas de Gouy est révélateur de ce qu'est la discrimination raciale au niveau des entreprises. Voilà un homme qui, ayant fait son service militaire en Guadeloupe, a été embauché comme manœuvre. Considérant sans doute

que ce n'était pas la place d'un Blanc, la direction de la Colas l'envoie quelque temps à Curaçao. Il en revient... chef de chantier premier échelon, avec les mêmes avantages que les cadres blancs venus de France, à savoir : 6 semaines de congé, logement aux frais de la société, voiture de fonction, passage en France payé pour les congés.

La direction ayant refusé d'accorder aux mensuels noirs aucun des avantages accordés à Gouy, les travailleurs exigent le départ de ce dernier. Celui-ci partira effectivement le 6 mars pour le Gabon.

Mais les travailleurs de la Colas ne veulent pas qu'il soit remplacé par un chef de chantier venu de France. Deux chefs de chantier guadeloupéens ont été licenciés, il y a quelque temps, pour « raisons économiques ».

Ceux de la Colas demandent qu'ils soient embauchés en priorité.

D'autres revendications portent sur l'obtention des mêmes avantages en Guadeloupe que pour les travailleurs de la Colas en Martinique.

Jusqu'à présent, les patrons ont répondu non à toutes ces revendications. Plus encore, ils profèrent des menaces de licenciement à l'égard des travailleurs les plus combattifs.

Tout cela n'entame pas la détermination des travailleurs qui devaient prendre une décision après la réunion du comité d'entreprise le vendredi 27 février. En cas de refus de la direction, beaucoup de travailleurs semblent d'ores et déjà prêts à engager la lutte.

ÉCHOS DES ENTREPRISES — ÉCHOS DES ENTREPRISES

EDF-MARTINIQUE IL VAUT MIEUX ÊTRE INGRAT QUE SOUMIS.

Un de nos camarades, insulté par Monsieur Roseau, le responsable de PK, avait décidé de protester et cette protestation a été reprise par le syndicat qui vient de publier la lettre de ce travailleur.

Du coup Roseau fulmine : pour lui, notre camarade est un ingrat et lui, Roseau, est bien mal récompensé : dire qu'il venait de le proposer pour l'avancement...

Monsieur Roseau croyait sans doute pouvoir acheter la conscience des travailleurs. Il en a été pour ses frais ! Le voilà prévenu !

EDF-MARTINIQUE EDF JOUE AVEC NOTRE VIE

Mardi 17, un surveillant de travaux a frôlé de près un accident mortel. Il mesurait la hauteur des fils électriques d'une ligne de 20 000 volts alors que les fils étaient sous tension.

Bien sûr la direction ne manquera pas de dire que tel agent n'aurait pas dû mettre la

ligne sous tension ou que tel autre aurait dû savoir qu'elle l'était déjà. Bref, tout ce qu'il faut pour cantonner les responsabilités dans le camp de ceux qui risquent leur vie.

Or c'est la direction qui limite les effectifs, une seule et même personne doit être présente à deux ou trois endroits différents pour rétablir ou remettre le courant ou pour raccorder une ligne neuve.

Et c'est cette même direction qui exige que le courant soit rétabli sitôt les travaux terminés.

De leurs bureaux ils décident cyniquement de risquer notre vie, et c'est de là qu'ils décideront de nous sanctionner après !

Il faut arrêter ça ! Et le seul moyen pour ne pas risquer notre vie, c'est de refuser de travailler tant que toutes les conditions de sécurité ne seront pas remplies !

EDF-MARTINIQUE SIÈGE SOCIAL LE DÉPARTEMENT ÉTUDES ET PROGRAMMES SANS CHEF

Les mois s'accroissent et le département

études programmes travaux est toujours sans responsable.

La direction veut peut-être nous prouver que l'on peut se passer des chefs.

Dans ce cas, il n'est pas besoin de faire tant de cinéma.

Elle n'a qu'à nous demander le nom des chefs inutiles.

EDF-MARTINIQUE TOUT S'EXPLIQUE !

Maintenant le fait est avéré : les moteurs de PK ont tous ou pratiquement tous des défauts de fabrication sur les pièces essentielles des moteurs, notamment carters et cylindres. Ce sont des défauts de fabrication qui expliquent le nombre très élevé des pannes et accidents survenus, accidents qui mettent en danger la vie des travailleurs et qui empêchent par ailleurs de fournir régulièrement de l'électricité à la Martinique.

Mais les vieux « clous » achetés par l'EDF avec l'argent du contribuable auront quand même rapporté gros à leur constructeur, les « Chantiers de l'Atlantique ».

Celle-ci est une filiale de l'Alsthom, elle-

même filiale de la CGE, trust possédé par Empain Schneider dans lequel Giscard a des intérêts. Comme on le voit, tout se tient.

SÉCURITÉ SOCIALE. F-D-F. CASERNE-BOUILLÉ FAIT PEAU NEUVE.

Avec l'aide des jardiniers, la cour de Caserne-Bouillé s'est débarrassée de sa végétation envahissante. Et cela permettra pour un certain temps l'accès de ces lieux jusqu'à interdits.

Mais comme pour les fois précédentes, le temps aidant, l'herbe folle ne tardera pas à recouvrir les pavés de la cour. A moins que...

A moins que la direction se décide à l'entretien permanent de la cour, ce qui permettra par ailleurs que soit fait le débroussaillage des arbres, le désencombrement des caniveaux. Ce serait en outre la solution trouvée pour remédier aux flaques d'eau des jours de pluie, et de plus l'herbe serait coupée.

Mais arrêtons là, ils croiront que c'est trop que de demander l'embauche d'un jardinier pour la Caserne-Bouillé.

QUAND LE SIPAG S'ALIGNÉ SUR L'UPLG DANS LA VOIE DE... LA CALOMNIE

En ce qui concerne le communiqué du Front de Lutte contre la Répression (FLCR) au sujet de l'affaire Nicky, communiqué publié dans Le Naïf numéro 314, Combat Ouvrier tient à faire la mise au point qui suit :

Ce communiqué a été publié avec notre signature sans que nous ayons été consultés.

Nous voulons bien croire qu'il s'agit là d'une erreur imputable à des difficultés de transmission.

Nous rappelons que nous ne participons qu'aux activités du FLCR qui nous semblent justes. Nous ne nous sommes pas engagés à participer à toutes ses activités en tous temps et tous lieux.

Ceci pour la forme de notre participation au FLCR.

D'autre part, Combat Ouvrier est en désaccord, sur le fond du problème posé par l'affaire Nicky, avec l'ensemble des organisations signataires du communiqué et nous avons à cet égard publié notre position dans l'éditorial du numéro 104 de Combat Ouvrier.

En conclusion, nous dégageons toute responsabilité en ce qui concerne la teneur du communiqué en question.

Direction politique de C.O.

MARTINIQUE : LA GRÈVE DES TAXIS SE POURSUIT

A l'heure où nous écrivons, la grève des chauffeurs de taxis se poursuit toujours. Cette grève a commencé il y a une semaine quand les propriétaires de taxis ont demandé une augmentation de 22 % au lieu des 18,15 % que leur octroyait la Préfecture.

Une première observation, c'est que cette grève est relativement suivie. Il y a vraiment très peu de taxis qui ne participent pas au mouvement. Il faut dire aussi que les grévistes organisent de véritables points de concentration de manière à contrôler le cas échéant ceux qui tenteraient, en se glissant à travers les mailles, d'effectuer clandestinement un ou deux voyages. Et si, dans certaines communes, il y a des transports qui circulent entre le bourg et les différents quartiers, par contre le transport en taxi collectif est quasiment impossible entre Fort-de-France et les communes.

Une telle détermination des transporteurs est compréhensible lorsque l'on sait que le carburant a, à lui seul, augmenté d'environ 70 % en un peu plus d'un an !

Mais il faut remarquer aussi l'attitude de la population qui, malgré la gêne subie, ne s'en prend absolument pas aux chauffeurs de taxis. On remarque que, dans de nombreuses entreprises, il y a des retards le matin. Surtout l'après-midi, ceux qui habitent loin quittent leur travail une ou deux heures plus tôt de manière à ne pas rentrer très tard chez soi.

Les propriétaires de taxis ont raison de se battre pour que leur revenu ne soit pas amputé par la hausse des prix. Mais les travailleurs, qui forment l'essentiel des usagers des transports en commun, ne doivent pas faire les frais de cette hausse.

Ce sont les capitalistes qui, pour faire des super-profits, augmentent le prix de l'essence. C'est leur gouvernement qui fixe les prix et qui impose les taxes qui rendent le carburant si cher. C'est contre eux qu'il faut se retourner.

Notamment, il faut obliger les patrons à indemniser totalement les travailleurs du prix de leur transport lorsqu'ils se rendent au travail.

COMMUNIQUÉ

Une fois de plus, Paul Dijoud, secrétaire d'État français aux colonies vient de se livrer à la télévisation à une de ses exhibitions classiques colonialistes auxquelles il nous a habitués.

Aujourd'hui, nous entendons officiellement et publiquement le prévenir que nous n'acceptons pas qu'un Français quel qu'il soit menace de « casser du nègre martiniquais pour maintenir les privilèges de la France ».

Que ça plaise ou non à Paul Dijoud et à ses maîtres, la CSTM et le MIM affirment que la Martinique sera aux Martiniquais.

25.2.81

Alfred Marie-Jeanne
Franz Agasta

Dans le N°81-1 du bulletin syndical du Syndicat des Instituteurs Institutrices PEGC et assimilés de la Guadeloupe (SIPAG) on trouve la phrase suivante :

« Nul n'ignore que les groupes trotskystes opérant en Guadeloupe ont toujours été à l'origine de l'éclatement et de l'échec de tous les « comités » dont ils font partie. Le PCG, la CGT, la FEN, etc., ayant déclaré ne pas pouvoir travailler « sans les trotskystes », la rupture était inévitable et c'est ainsi que fut créé par 17 organisations (PCG, CGT, « Combat-Ouvrier », GRS, etc.) un comité guadeloupéen de lutte contre la répression ».

Voilà ! L'article d'où est tiré ce morceau de bravoure qui pue le mensonge et la roubardise s'intitule : « Lutte contre la répression, Bilan provisoire - Plus de 20 000 personnes au meeting du 28/12 au Lamentin ».

L'auteur de cet article pourra-t-il préciser à ses lecteurs ce que sont « tous les comités » qui ont éclaté à cause des trotskystes.

Ou bien le SIPAG a des preuves de ce qu'il avance ou il ment sciemment. Dans ce dernier cas il méprise ses propres membres en leur servant de telles affirmations en guise d'explication.

Cette calomnie n'est là en effet que pour faciliter l'explication qui suit : « Le PCG ayant déclaré ne pas pouvoir travailler sans les trotskystes, la rupture était inévitable ». Donc, premièrement les trotskystes brisent les comités, deuxièmement PCG, CGT et FEN refusent de travailler sans les trotskystes, troisièmement le SIPAG ayant peur de « l'éclatement » dû aux trotskystes refuse de faire partie du Comité avec les trotskystes ! CQFD !

Malheureusement pour les dirigeants du SIPAG les faits sont différents et déverser des tonnes de mensonges n'y changera rien.

Les membres du SIPAG doivent savoir que la direction de leur syndicat a accepté délibérément le diktat de l'UPLG, organisa-

tion nationaliste anti-démocratique, qui a posé comme condition à toute action unitaire d'écarter les organisations trotskystes, « Combat-Ouvrier » et GRS ainsi que les représentant du « Journal Guadeloupéen ».

Un grand nombre d'organisations et de personnalités ont refusé ce diktat. Elles ont eu raison. Le SIPAG lui s'est retrouvé aux Abymes dans un meeting de l'UPLG, puis est venu voir le Comité contre la répression, a hésité et finalement sans se prononcer sur le fond, a disparu et rejoint les organisations satellites de l'UPLG (SGEG, UNEEG, UGTG).

Mais ce n'est qu'aujourd'hui que l'explication des « trotskystes... à l'origine de l'éclatement »... fait son apparition.

Mais le vrai problème, c'est que le SIPAG est incapable de prendre une position de principe dans cette affaire. Au nom de quoi un syndicat dont les membres dirigeants ou fondateurs ont été eux-mêmes victimes de pratiques anti-démocratiques au sein du SNI peuvent-ils s'associer à l'ostracisme que tentait de jeter l'UPLG contre les trotskystes ?

Le SIPAG est-il donc en train de se transformer lui aussi en succursale de l'UPLG comme le SGEG, l'UGTG et autres... soi-disant « syndicats » où la direction n'est jamais soumise au contrôle des syndiqués et où les débats ne sont jamais publics... !

Nous étions déjà habitués aux mensonges et aux calomnies de l'UPLG, de « Jakata ». Ces courants politiques se sont toujours trouvés incapables de faire la critique de nos idées autrement qu'en les déformant. Ce qui prouvait tout juste la faiblesse de leur propre position.

Jusqu'ici le SIPAG nous apparaissait plutôt comme une organisation démocratique où régnait un bon climat. Mais le problème — et les membres du SIPAG doivent le savoir — c'est que l'UPLG exerce une pression sur le SIPAG et à l'intérieur même du SIPAG cer-

tains militants nationalistes poussent dans le même sens.

Le SIPAG s'est si bien vautré dans le mensonge qu'il a franchement dérapé à la fin de son article sur la répression.

Il écrit en effet concernant l'affaire Céleste et Zandronis :

« ... le Comité s'est révélé incapable de défendre et de soutenir deux de ses membres Céleste et Zandronis ». Cela laisse entendre que ces deux militants se sont trouvés isolés. Or il n'en est rien.

Céleste et Zandronis ont été défendus. Ceux qui sont venus au procès — et ils étaient nombreux — ont pu le constater. L'impact populaire de l'affaire, les prises de positions de tous les anti-colonialistes (Nous n'avons d'ailleurs pas vu ou entendu celle du SIPAG concernant Céleste, pas plus que celle de l'UPLG, est-ce encore un effet d'alignement du SIPAG sur l'UPLG ?). Les dizaines de réunions ont prouvé que le soutien populaire était acquis à la cause des deux inculpés. Et le déroulement du procès l'a bien montré qui a vu un recul du pouvoir.

Alors que le SIPAG qui parle de « rigueur et d'efficacité » en prene de la graine pour lui-même. Le SIPAG existe depuis de nombreuses années et tout en disant que le SNI est un syndicat de collaboration, tout en critiquant son manque d'activité et d'engagement dans les luttes n'a pas pu sur plusieurs années contester sérieusement l'implantation de ce syndicat. Alors que le SIPAG se pose des questions sur sa propre direction et sur sa capacité à attirer de larges couches d'enseignants dans ses propres rangs. Il doit sûrement avoir dans sa pratique quelque chose qui cloche. Mais si la direction du SIPAG aborde ses propres problèmes avec aussi peu de sérieux intellectuel et aussi peu de scrupules qu'il en a mis dans son article contre nous, il n'est pas étonnant que depuis plusieurs années il piétine.

GUADELOUPE : MEETING DE SOUTIEN À ROBERT DIEUPART

Lundi 22 février s'est tenu à la salle des fêtes des Abymes un meeting de soutien à R. Dieupart, animateur de radio licencié par la direction de FR 3.

Organisé par le comité de soutien à Dieupart et diverses organisations syndicales et politiques dont notre tendance, divers journaux et groupes artistiques, ce meeting regroupa plusieurs dizaines de personnes.

Après Dieupart qui rappela brièvement les circonstances de son licenciement, les différents intervenants dénoncèrent l'entreprise d'aliénation et d'abrutissement de la population que représente FR 3-Guadeloupe, et l'usage exclusif qu'en fait le pouvoir colonial pour se maintenir et renforcer sa domination. Tous réaffirmèrent leur soutien à Dieupart et se déclarèrent prêts à engager l'action pour sa réintégration.

Quant au camarade de notre tendance, il mit tout particulièrement l'accent sur le fait que Dieupart était avant tout victime du racisme et du mépris pour la population des chefs blancs de FR3 et donc du racisme officiel.

« C'est pour s'être opposé à un chef blanc, Dumas, et avoir refusé de se laisser humilier par lui qu'aujourd'hui R. Dieupart est privé de son emploi. Et c'est bien pour cela que son licenciement concerne tous les noirs de la Guadeloupe, soucieux de leur dignité d'homme », devait-il notamment déclarer.

Les interventions achevées, la parole fut ensuite laissée à la salle qui fit un certain nombre de propositions d'action, entre autres une manifestation devant FR 3.

Après une invitation faite aux participants d'informer leurs camarades, leurs proches et de se tenir prêt à agir, le président de séance leva la séance.

MARTINIQUE : SOUTENONS NADIÈGE FERDINAND !

Nadiège Ferdinand, professeur d'anglais au LEP du Marin vient d'être suspendue par le Recteur Chaudet. Le motif est que dans la salle de BEP que surveillait Ferdinand en juin 1980 les candidats auraient eu de trop bonnes notes dans une des épreuves et on soupçonne qu'il y aurait eu fraude.

Mais sans attendre les résultats de l'enquête judiciaire qui a été déclenchée, voilà que le recteur Chaudet décide de suspendre de son poste Ferdinand. Une telle hâte qu'aucune raison ni pédagogique (Ferdinand est très bien notée comme professeur), ni judiciaire ne vient étayer, se comprend mieux lorsque l'on sait que Ferdinand fait partie de la CSTM-Education, que c'est une enseignante qui n'a pas la réputation de se laisser faire par les chefs blancs de l'Education et que par ailleurs elle sympathise avec le groupe La Parole au Peuple.

La CSTM-Education a lancé un mot d'ordre de grève pour le mardi 23 février, grève relativement peu suivie car les autres syndicats, et notamment la FEN, n'ont pas jugé bon de s'associer à ce mouvement, prétextant le fait que la CSTM a choisi de faire cavalier seul et de ne pas faire appel à eux. Même si cela est vrai, ce n'est tout de même pas une raison pour rester les bras croisés.

Car l'arbitraire d'un Chaudet, comme celui d'un Doumenge, le recteur précédent, se nourrit aussi de la passivité et du manque de combativité des syndicats.

Ces attaques du Rectorat contre des enseignantes militantes syndicales constituent pour cette administration un moyen de faiblesse, de faire peur à l'ensemble des enseignants.

Ceux-ci ont le choix entre deux attitudes : courber la tête en refusant de défendre leurs collègues et alors on les frappera eux aussi. Ou bien réagir avec bec et ongles pour combattre les agissements du rectorat. Auquel cas celui-ci devant la perspective d'un affrontement avec tous les enseignants sera bien obligé de reculer.

ÉDITORIAL (suite)

Aujourd'hui Dijoud, par ses déclarations, prévient aussi les travailleurs et les peuples des Antilles : « Nous ne reculerons pas devant la répression et les massacres pour que flotte sur vos fies le drapeau de l'impérialisme français. Nous vous ferons payer cher votre désir de liberté et votre soif de dignité. »

Nous voilà avertis, une fois de plus. La conclusion à en tirer, c'est que les travailleurs et tous les Noirs pauvres des Antilles doivent se préparer consciencieusement et méthodiquement à affronter une telle violence de l'impérialisme français. Ils doivent se donner les moyens de résister à cette violence pour conduire leurs luttes jusqu'à la victoire. Et cela, ce n'est pas simplement le problème d'organiser des attentats par un petit groupe de gens spécialisés. La riposte à la violence coloniale doit être l'œuvre de tout le peuple.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

N° 51728